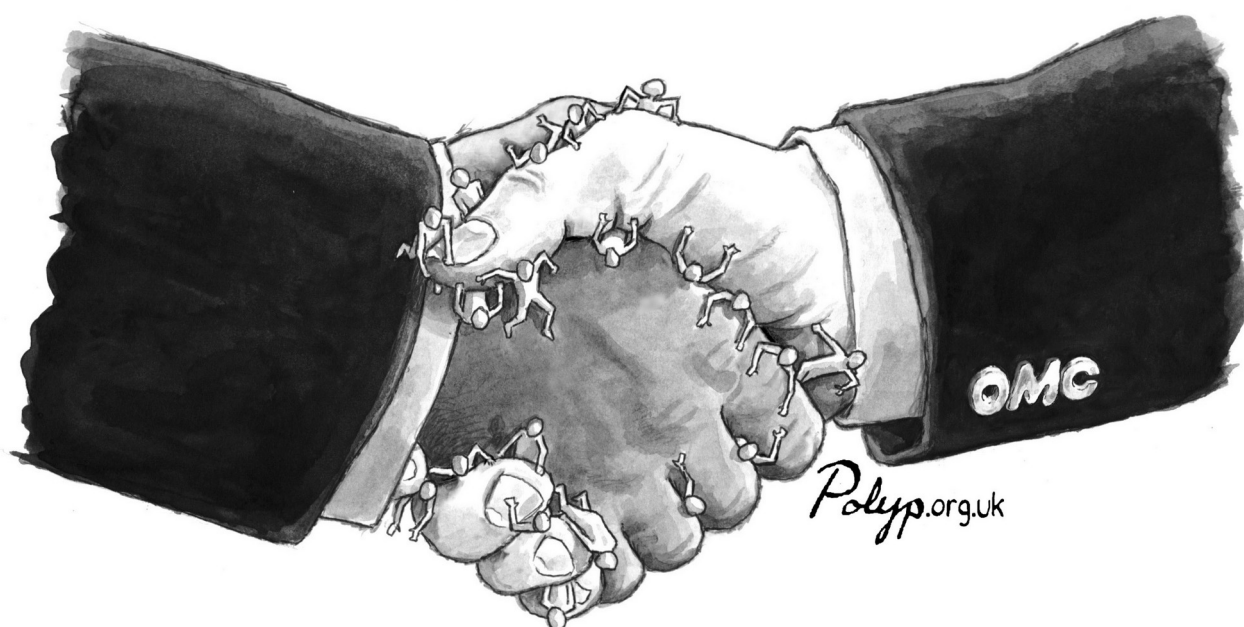


*Le "programme de Genève 2022" de l'OMC  
Historique ou purement rhétorique ?*



**ANALYSE  
DE LA 12ÈME CONFERENCE MINISTERIELLE (CM12)  
DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)**

## A. CONTEXTE

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a tenu sa 12ème Conférence Ministérielle (CM) à Genève du 12 au 17 juin 2022. La conférence s'est tenue dans des circonstances pénibles et incertaines, la pandémie et la guerre en Ukraine donnant quelques signes de dénouement et engendrant la flambée des prix mondiaux des carburants et des denrées alimentaires. Le commerce mondial a été sérieusement touché par la pandémie et l'OMC a été mise sous pression pour obtenir des résultats ambitieux après une série de réunions ministérielles peu convaincantes au cours de la dernière décennie. Les pays du Nord sont arrivés bien préparés à Genève ; leur intention était de faire obstacle à une dérogation globale à propos de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC); avec pour but de bloquer une solution permanente sur la constitution de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, de signer un accord réduisant les subventions à la pêche sous couvert d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et de prolonger le moratoire sur les droits de douane pour les transactions de commerce électronique. D'autre part, les pays en développement n'étaient pas concentrés et ont manqué d'unité ; ils ont laissé passer l'occasion d'exiger des engagements réels sur le Traitement spécial et différencié (TSD), la suppression des Droits de propriété intellectuelle (DPI) dans le transfert de technologie pour les produits pharmaceutiques et les médicaments, de répondre à leurs demandes de longue date sur la détention de stocks publics, et de s'attaquer à la crise alimentaire mondiale et aux pandémies actuelles et futures. Sans véritable surprise, les pays riches (et les sociétés transnationales qu'ils hébergent) sont sortis grands gagnants de Genève et une institution moribonde a été réanimée.

Dans ce contexte, La Via Campesina (LVC), le réseau mondial des mouvements paysans, et Focus on the Global South (Focus) ont organisé une revue critique du "programme de Genève" de la Conférence ministérielle du 12 au 27 juin 2022, en mettant l'accent sur la santé publique, l'agriculture et la pêche<sup>1</sup>. La note d'information ci-dessous examine le CM12 dans un cadre politique plus large et les résultats sont abordés du point de vue des mouvements sociaux, des petit·es producteur·trices et des classes ouvrières du monde entier.

Il y a **trois annexes**, jointes à cette note, qui sont des réponses aux résultats de la CM12. La première est la déclaration de Genève de la délégation de La Via Campesina qui était présente à Genève pendant la CM12 de l'OMC. La déclaration articule une vision alternative du commerce agricole qui est basée sur les principes de la souveraineté alimentaire. La deuxième annexe est la déclaration de Focus on the Global South sur la façon dont l'OMC continue de manquer à ses engagements envers le Sud. Enfin, nous portons les contributions faites par le Professeur Walden Bello lors de la session en ligne organisée le 27 juin 2022.

## B. DÉCODER LE PAQUET DE GENÈVE ET LE " RETOUR EN FORCE " DE L'OMC

Les résultats de la conférence ministérielle constituent une grande victoire pour l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les pays développés ainsi que les grandes entreprises. Par exemple, le texte adopté sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) reflète la position

---

<sup>1</sup> Parmi les intervenants, citons le professeur Walden Bello (Focus on the Global South), Ranja Sengupta ( Third World Network), Zainal Arifin Fuad & Jeongyeol Kim (La Via Campesina), le professeur Biswajit Dhar (Jawaharlal Nehru University) et Lauren Paremoer ( People's Health Movement).

de l'Union Européenne (UE) sur l'utilisation des mécanismes de flexibilité existants et la position des Etats-Unis visant à réduire le champ d'application aux vaccins. En outre, les revendications des pays en développement en matière d'agriculture, de pêche et de réformes institutionnelles ont été négligées, et l'accent a été mis sur des questions d'intérêt offensif pour les pays développés, telles que le commerce électronique et la facilitation des échanges. Immédiatement après le CM-12, les pays membres du Groupe des 7 (G7) ont publié une déclaration réaffirmant la libéralisation du commerce et des marchés et mettant l'accent sur l'élimination des restrictions à l'exportation plutôt que sur la sécurité alimentaire, qui représente désormais une crise mondiale. Le même schéma s'est répété à propos de l'OMC et de la réaction face aux pandémies. Sur tous ces points, les négociations sont accaparées par les pays développés qui, en tant que "premiers arrivés", font passer les mêmes idées par différents médias.

La plus grande victoire de Genève est pour l'OMC elle-même, dans la perspective de la perpétuation d'une institution considérée par ailleurs comme étant à bout de souffle. Cela faisait longtemps que l'OMC n'avait pas présenté de déclaration consensuelle. Alors que la CM 09 de 2013 a adopté un paquet de négociations comprenant des décisions sur certains domaines, il n'y a pas eu de consensus sur un point crucial : la solution permanente sur la question des réserves publiques pour la sécurité alimentaire. La dernière CM-11 à Buenos Aires a été un échec désastreux, sans résultat significatif autre qu'une décision de poursuivre les discussions sur les subventions à la pêche et un programme de travail sur le commerce électronique. L'OMC est alors apparue comme étant à une seule réunion ministérielle de sa dissolution et de son inutilité. La CM-12 est maintenant présentée comme une victoire dans la mesure où elle peut effectivement parvenir à un accord malgré une situation mondiale défavorable ; la conclusion de la réunion ministérielle avec un programme de travail ambitieux est une réaffirmation de son rôle prépondérant en tant que moteur mondial du libre-échange et de la libéralisation.

➤ **Pour les paysan·ne.s, les petit·es producteur·trices alimentaires et les travailleur·euses, le résultat de la CM12 est une grande défaite stratégique.**

Les résultats n'ont fait que réaffirmer la manière dont l'OMC travaille contre les populations, dans sa protection des intérêts des sociétés transnationales (STN) et sa gestion du "libre-échange" - qui n'est rien d'autre qu'un véhicule permettant aux pays développés de faire avancer leur agenda contre les intérêts du Sud. Les regroupements de pays développés, tels que le G7 et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), exigent fermement l'efficacité et la productivité tout en rejetant les demandes de souveraineté des pays en développement. Ce refrain en faveur du "libre marché" est également relayé par les réunions du Groupe des 20 (G20) et d'autres forums mondiaux tels que le Forum Economique Mondial.

Même les organisations multilatérales telles que le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) soutiennent la même rhétorique de la nécessité de maintenir le commerce ouvert, plutôt que de mettre l'accent sur le renforcement des capacités en matière de santé et de sécurité alimentaire.

L'OMC en tant qu'organisation n'a plus rien à offrir aux pays du Sud, aux paysan·nes, aux populations autochtones et à la classe ouvrière du Nord. Au contraire, elle est la porte-parole des élites industrielles, dont les ambitions sont souvent en conflit avec la classe ouvrière mondiale sur tous les continents.

Le fameux Programme de Doha pour le Développement (PDD) lancé en 2001, qui promettait de renforcer la nature évolutive des nouvelles négociations multilatérales en abordant les questions

soulevées par les pays en développement, a perdu toute crédibilité. Il n'y a pratiquement aucun intérêt, en particulier de la part des pays riches, à poursuivre ce programme et le fait que l'on ne soit pas parvenu à un consensus sur celui-ci a en fait été utilisé comme base pour réclamer des réformes au niveau des mécanismes de prise de décision au sein de l'OMC. Dans le bilan actuel, il ne reste plus rien pour les petit·es agriculteur·trices et producteur·trices du Sud ou du Nord.

En résumé, le monde en développement est sorti de la CM12 sans sécurité sanitaire, sans sécurité alimentaire et avec un affaiblissement de leurs positions collectives. Les paysan·nes, les peuples autochtones et la classe ouvrière du Nord, qui sont déjà mis à la marge par l'industrialisation excessive et le contrôle des entreprises, n'ont rien à gagner des résultats de la CM12. Il est important de souligner ici que les petit·es producteur·trices laitiers ou les petit·es vendeur·euses de viande d'Europe, d'Australie ou des États-Unis (ou même de toute autre économie industrialisée) ne sont pas les bénéficiaires des énormes subventions et incitations fournies par les riches gouvernements du Nord. Tous ces prétendus résultats de ces réunions ministérielles ne sont destinés qu'à faire bouillir la marmite pour les multinationales de l'agroalimentaire dont le siège est situé dans le Nord. Les véritables perdants et victimes sont les paysan·nes et les communautés rurales du monde entier.

En ce qui concerne certaines des problématiques sectorielles importantes, les avancées relatives à la proposition de dérogation aux ADPIC, ainsi qu'à l'agriculture et à la pêche, ont été particulièrement préoccupantes. Ces aspects et bien d'autres sont examinés en détail ci-dessous.

### ➤ **Dérogation des ADPIC : Un regard plus en profondeur**

En ce qui concerne la proposition de **dérogation aux ADPIC**, le résultat n'a pas tenu compte de la situation de pandémie et de son impact grave et persistant dans le Sud. Les pays à faible revenu continuent de lutter pour l'accès aux vaccins et la charge accrue qui pèse sur leurs systèmes de santé publique. La décision du CM12 sur l'accord ADPIC n'est pas une dérogation, même si elle peut être présentée comme telle. Il s'agit uniquement du système actuel de permis obligatoire réaménagé et d'une réaffirmation des flexibilités. Le texte révisé qui a servi de base aux négociations reflète les positions de l'Union Européenne, de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Suisse et de l'Allemagne, qui se sont toujours opposés à la proposition de l'Inde et de l'Afrique du Sud, et sert les intérêts des grandes entreprises pharmaceutiques, en particulier Pfizer, Moderna, Astra Zeneca et Johnson and Johnson.

Le résultat est en contradiction avec la demande de dérogation de l'Inde et de l'Afrique du Sud, qui a été approuvée par 63 pays et soutenue par plus de 100 pays. Le texte comporte un élément dysfonctionnel et contradictoire où les pays qui peuvent produire des vaccins ne sont pas autorisés à le faire. En outre, la décision ne couvre pas les aspects nécessaires à l'augmentation de la production tels que le savoir-faire, la technologie, les secrets commerciaux - qui continuent tous à être protégés. Les produits pharmaceutiques et thérapeutiques, qui sont plus faciles à produire, ne sont pas inclus dans ces flexibilités. Les pays doivent utiliser les quelques réserves disponibles, et comme de nombreux pays en développement sont confrontés à des crises multiples, il est difficile d'obtenir des licences obligatoires et des financements. Maintenant que la Banque mondiale (BM) et la Société financière internationale (SFI) progressent dans cet espace de financement, il faudra également en surveiller les retombées.

Il est peu probable que l'accord puisse être encore amélioré, malgré la promesse d'envisager l'extension de la couverture pour inclure la production et la fourniture de médicaments et de produits de diagnostic COVID-19, étant donné leur aversion pour l'utilisation des dérogations aux Droits de Propriété Intellectuelle (DPI) dans la gestion des (futurs) pandémies. En plus, des pays comme

l'Inde ont également fait marche arrière sur leur position sur la question. Cela a des conséquences néfastes pour les pays en développement et la solidarité Sud-Sud.

Deux procédures mondiales parallèles sont également à considérer : l'une pour la déclaration des urgences sanitaires et l'autre pour un traité sur les pandémies, mais ni l'une ni l'autre ne cherche à inclure des dérogations aux DPI pour faire face aux urgences de santé publique, ni à coordonner les réponses et la coopération du Nord global. Au lieu de cela, on observe une tendance à une plus grande codification, sous l'égide de l'OMC plutôt que de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), pour répondre aux urgences sanitaires mondiales qui prennent le dessus.

### ➤ **Une vue d'ensemble des résultats liés à la pêche et d'autres domaines lors de la CM12**

En ce qui concerne **la pêche**, l'accord ne tient pas compte du traitement spécial et différencié (TSD), car les pays développés ont bloqué ces distinctions, même après 21 ans de propositions concrètes de la part des pays en développement. Les pays développés ont cherché à réduire au minimum le TSD, tant en termes de champ d'application que de durée (il n'est désormais autorisé que pour deux ans), alors même que de nombreux pays n'ont pas la capacité de recenser les petites exploitations de pêche au titre de ces clauses en raison de problèmes de collecte et de gestion des données. Les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement et les pays développés ont désormais le même statut, ces derniers n'ayant aucune réglementation à respecter en matière de surpêche, et parvenant à restreindre cet aspect grâce à la clause de durabilité. En effet, le secteur de la pêche dans le monde développé répond à des critères scientifiques et techniques de durabilité. Les mouvements de pêcheur·euses du monde entier s'opposent également à l'élimination des subventions à la pêche dans la catégorie de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN). Dans de nombreux pays en développement, les bateaux qui appartiennent aux flottes de pêche artisanale ou à petite échelle ne sont pas encore répertoriés. La tentative écrasante déployée par l'OMC pour supprimer les subventions sur cette classification plonge les pêcheur·euses les plus vulnérables dans la pauvreté.

Ce qui se passe en réalité, c'est un TSD inversé pour les pays riches, qui peuvent continuer à subventionner les activités de pêche des sociétés multinationales implantées dans ces pays. L'accord de pêche représente une grande perte pour le Sud et pour les petit·es pêcheur·euses du Nord.

Les pays en développement devront repenser leur approche future sur cette question cruciale.

Il n'y a pas eu d'accord sur **l'agriculture** lors de la CM12 et aucune avancée dans les discussions sur l'aspect critique de la détention de stocks publics (DSP), qui était une demande clé des pays en développement dans l'intérêt de la sécurité alimentaire. On peut rappeler qu'un accord sur la DSP aurait dû être obtenue en 2017, les pays en développement s'étant battus jusqu'au bout à Buenos Aires. Même dans les pays du Nord, dans des pays comme la France, et en particulier après la crise d'approvisionnement consécutive à la pandémie et aux guerres, les mouvements paysans ont insisté sur le fait que les mesures de stockage public étaient essentielles pour parvenir à la souveraineté alimentaire et réduire les dépendances extérieures. Pourtant, à la CM12, il n'y a aucune mention de la question ou des délais dans lesquels il y aura une prise de décision à cette fin. Il n'y a pas non plus de référence au mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) qui est indispensable pour les pays en voie de développement. Il n'y a pas eu non plus de discussion sur la question, en suspens depuis longtemps, du traitement des subventions des États-Unis sur le coton.

L'impasse plus large sur les subventions de l'Union Européenne (UE) et des États-Unis (US) se poursuit également. L'Accord de l'OMC sur l'agriculture (AOA) autorise les pays développés à

octroyer des subventions élevées (*dont les sociétés transnationales du Nord sont les seules bénéficiaires*) tout en empêchant les pays en développement de soutenir leurs petit·es agriculteur·trices. L'UE et les États-Unis, qui veulent les matières premières (agricoles et non agricoles) des pays en développement, continuent de bloquer la création de valeur ajoutée dans les pays en développement. Le contrôle de la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale par quatre ou cinq méga-entreprises agroalimentaires, a un impact maximal sur les pays importateurs nets de denrées alimentaires (PINDA). Dans ce processus, les paysan·nes et les petit·es producteur·trices alimentaires du monde entier sont lésés. On craint également que la décision sur les achats du Programme Alimentaire Mondial (PAM) ne masque davantage de règles sur les contraintes d'exportation à l'avenir.

En ce qui concerne le **cadre et les processus organisationnels plus généraux**, qui incluent la question des réformes de l'OMC, les États-Unis ont continué à faire preuve d'unilatéralisme en bloquant les progrès concernant le fonctionnement du mécanisme de règlement des différends et la nomination des juges de l'Organe d'appel. On s'inquiète de plus en plus du "friends shoring" dans le commerce, les États-Unis favorisant les pays soutenant la démocratie et le libre-échange - et se mobilisant ainsi contre la Chine, qu'ils considèrent comme bénéficiant abusivement de l'OMC. La question des réformes (et le mot lui-même) a également été détournée, pour inclure des propositions d'accès au marché et de libéralisation supplémentaires qui constituent un danger pour les pays en développement. Dans l'équilibre actuel, seuls les PMA continuent à bénéficier de concessions. On assiste à son tour à une centralisation croissante du rôle des institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale en matière de renforcement des compétences et de financement, ce qui implique d'autres conséquences sur la dette.

### ➤ **Quelles sont les forces en jeu qui ont abouti aux résultats de la CM-12 ?**

Les derniers événements survenus à Genève en juin 2022 ne sont pas dépourvus de contexte, mais sont le résultat d'années de pressions politiques qui ont fracturé la solidarité des pays en développement. Il s'agissait d'un processus biaisé, dans lequel les consultations en "chambre verte" ont été largement appliquées. Les pays industrialisés, tels que les États-Unis, le Canada, l'Union Européenne et d'autres, se sont engagés auprès de certains pays en voie de développement (Inde, Chine, Afrique du Sud, Indonésie) en tirant parti de plusieurs tensions géopolitiques.

La plupart des négociations ont été menées de cette manière, sans laisser le temps aux membres des pays en développement d'examiner ou de discuter les propositions. Les documents ont été clôturés avant que de nombreuses questions de fond aient pu être décidées, comme dans le cas de l'accord de pêche, pour être ensuite présentés à la réunion ministérielle. La conférence est donc devenue davantage une plateforme pour la politique et le jeu des alliances géopolitiques, plutôt que des discussions basées sur le contenu. Ces négociations à huis clos semblent désormais être le modèle et la nouvelle norme de l'OMC dans le cadre du programme de "réforme" à venir. Elles ont relégué la transparence au second plan, les processus devenant plus opaques et exclusifs, même sous le couvert du "multilatéralisme".

Le rôle de l'actuelle directrice générale (DG) de l'OMC devrait également être examinée de près. La DG Nkozi Okonjo-Iweala a été présentée comme une candidate de confiance et une "voix de la raison" face à la réticence du président américain de l'époque, M. Trump, à l'égard de la candidate sud-coréenne.

Rien ne prouve qu'elle ait soutenu les positions du Sud dans son rôle précédent à la Banque mondiale. À la CM 12, elle aurait fait pression sur les pays en développement pour qu'ils rentrent dans le rang, au lieu de protéger les intérêts du Sud.

Si la domination et la manipulation des pays développés ont fait l'objet de discussions, les pays en développement se sont également montrés incapables ou peu désireux de protéger les intérêts de leurs populations, et certainement pas prêts à assumer seuls l'échec de l'OMC. Le changement de position de l'Inde, qui a renié sa position sur les ADPIC et l'agriculture, est un reflet de l'Uruguay Round de 1988. Il est plus décevant que le résultat soit présenté comme une victoire plutôt que comme une pression exercée sur différents fronts. Le gouvernement sud-africain est également considéré comme de plus en plus néolibéral. Même face à des propositions progressistes sur la renonciation aux ADPIC à Genève, son ministère du commerce n'a pas voulu rejeter l'accord, qui est maintenant présenté comme une "success story" et une victoire pour l'industrie locale.

Bien que différents groupes se soient rassemblés pour présenter une proposition commune sur les services de santé publique, le Groupe des 33 (G33) et le Groupe africain n'ont pas eu leur mot à dire dans les négociations, au cours desquelles les États-Unis et le Brésil ont fait preuve de mauvaise volonté. De nombreux pays en développement étaient inquiets et savaient que c'était le moment d'essayer de changer les règles de l'OMC pour qu'elles leur conviennent. Cependant, la multiplication des "fausses solutions" et les campagnes médiatiques très agressives ont rendu difficile toute critique du bilan final.

### **C. IMPLICATIONS CONCERNANT L'ORGANISATION ET LES CAMPAGNES SUR L'OMC**

Du point de vue du Sud, il est important de contrecarrer le fonctionnement de l'OMC, qui est un accessoire du néolibéralisme et du néo-impérialisme. Sa continuité n'est qu'une carte blanche pour l'exploitation du monde en développement et des paysan.nes et de la classe ouvrière déjà marginalisé-es du Nord. Au cours des 27 dernières années, l'OMC a perdu sa légitimité en tant qu'institution multilatérale et la marche à suivre pour les pays en développement est de la rejeter complètement. À la lumière des résultats du CM 12, les pays en développement devraient également reconsidérer le rôle de l'actuelle DG et demander sa démission.

Il est également important de souligner ici que l'OMC (*et d'autres accords régionaux et bilatéraux tels que l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), le cadre économique Indo-Pacifique et d'innombrables autres instruments de ce type*) sont des mécanismes visant à soutenir et à faire croître les sociétés transnationales, sous le couvert de la mondialisation. Nous nous souvenons ici du légendaire leader paysan - feu M.D Nanjundaswamy de l'Inde - qui a dit un jour : *"Le mot mondialisation, si vous voulez que je vous en donne la signification, je dirais que c'est une sorte de recolonisation du Sud par les sociétés du Nord. Mais cela ne s'arrête pas là. C'est une sorte de colonisation de leur propre peuple dans leur propre pays également. C'est donc une colonisation interne et une colonisation internationale, par les mêmes quelques sociétés multinationales. Et c'est cela la mondialisation"*.

L'OMC facilite cette néocolonisation de la classe ouvrière. Elle continue à représenter les intérêts des multinationales, tout en ignorant et en ne respectant pas les réalités vécues par les paysan.nes, les peuples autochtones et la classe ouvrière partout dans le monde.

En ce qui concerne les questions spécifiques, il est essentiel de revoir et de réorganiser les positions en se concentrant sur les structures injustes qui soutiennent les accords sur l'agriculture (en vertu

desquels les pays développés utilisent des subventions pour soutenir les entreprises agroalimentaires) et la pêche. Il est également crucial de renforcer les mouvements mondiaux de souveraineté alimentaire et les luttes nationales contre l'OMC, notamment en ce qui concerne la question des stocks publics pour faire face à la crise alimentaire.

Il est impératif que la société civile intervienne et fournisse une analyse régulière et pertinente de ce qui s'est passé à Genève et au-delà, et qu'elle s'organise contre les effets pervers des résultats de la conférence ministérielle. Les mouvements mondiaux ont joué un rôle important dans le passé, sur lequel nous devons nous appuyer pour les luttes futures en faveur des droits des paysan.nes, des peuples autochtones et des classes ouvrières. Il est nécessaire de renforcer ces alliances à l'avenir.



## **ANNEXE I : DÉCLARATION DE GENÈVE : METTONS FIN À L'OMC ! CONSTRUISONS UN COMMERCE INTERNATIONAL FONDÉ SUR LES DROITS DES PAYSAN.NES ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE !**

La Déclaration de Genève 2022 | La Via Campesina | 28 juin 2022

Nous, La Via Campesina – la voix de plus de 200 millions de paysan·nes, de peuples autochtones, de travailleur·euses migrant·es, de pastoralistes comprenant des jeunes et des femmes, et comptant parmi nos membres 182 organisations paysannes dans 81 pays – sommes réunis à Genève, en Suisse, depuis le 11 juin 2022, pour dénoncer les politiques néolibérales destructrices de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui ont décimé les économies rurales, exacerbé la dette rurale et aggravé la faim dans le monde.

La Via Campesina est née il y a 30 ans comme une réponse internationaliste des petit·es producteur·trices alimentaires du monde entier pour résister à la mondialisation des politiques de libre-échange et du commerce spéculatif dans l'agriculture et l'alimentation.

Tout comme nous l'avions prédit, les crises mondiales auxquelles notre monde est confronté aujourd'hui (à savoir, le contrôle et la concentration des multinationales dans les systèmes alimentaires internationaux ; le réchauffement climatique aggravé par les techniques agricoles industrielles ; la déforestation à grande échelle ; la dépossession des communautés rurales par l'expulsion forcée et violente des territoires ; la criminalisation de ceux qui résistent; les revendications de propriété intellectuelle sur les semences paysannes ; la hausse de la migration contrainte en provenance des zones rurales ; l'horrible maltraitance infligée aux travailleur·euses agricoles; la destruction de la biodiversité ; la prolifération des régimes alimentaires malsains et néfastes sur le plan diététique ; la destruction des sols en raison de l'utilisation intensive de produits agrochimiques, etc.) sont le résultat d'une expansion incontrôlée et non réglementée du capital financier mondial, poussée par la troïka de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale, par le biais d'Accords de Libre-Échange, de Traités d'Investissement, de Partenariats Économiques Stratégiques, de Programmes d'Ajustement Structurel, de Prêts Conditionnels et de Programmes d'Aide. Ces crises, nous insistons, ont un effet disproportionné sur les femmes et les filles qui portent déjà le fardeau du patriarcat et de la violence sexiste. Tous ces facteurs ont également exacerbé les inégalités socio-économiques et la faim dans le monde.

En juin 2022, dans les rues de Genève, nous avons mené des manifestations contre ces politiques destructrices. Notre cri de ralliement « Le libre-échange affame, OMC dégage de

nos champs » a exprimé

l'angoisse et la colère des petits producteurs alimentaires du monde entier. Il faut en effet se réjouir qu'il n'y ait pas eu de véritable percée sur les questions litigieuses lors de la 12ème Conférence Ministérielle, ce qui ne fait que souligner l'inutilité persistante de l'OMC. Nos mobilisations à Genève (et nos rassemblements historiques contre l'OMC depuis 1999) ont permis de dénoncer les politiques destructrices de cette institution. À Genève, où nous nous sommes rencontrés après une interruption de plus de deux ans en raison des restrictions liées à la pandémie, nous nous sommes également retrouvés dans un esprit de solidarité et d'unité. Nous avons partagé des témoignages inspirants sur les luttes paysannes sur tous les continents et réaffirmé nos engagements à faire émerger la souveraineté alimentaire sur nos territoires.

En puisant une formidable énergie, un espoir et un enthousiasme immenses à travers nos mobilisations collectives à Genève - et au nom de notre mouvement mondial - nous appelons à une refonte du système commercial international actuel. Voici comment nous pouvons construire une alternative qui reflète et réponde aux réalités des paysan.ne.s et des peuples indigènes partout dans le monde.

- L'OMC doit disparaître ! L'accord sur l'agriculture devrait être démantelé et toutes les négociations de libre-échange devraient rester en dehors de l'agriculture !
- Mettre en place un Cadre Multilatéral Mondial pour la réalisation d'un Commerce International basé sur les principes de Souveraineté Alimentaire des Peuples et en accord à la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Paysan·nes et Autres Personnes Travaillant dans les Zones Rurales (UNDROP), d'autres instruments relatifs aux droits humains, tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), et d'autres conventions et pactes fondés sur le droit à l'autodétermination des peuples.
- Rien sur nous, sans nous ! La construction de ce cadre doit passer par un groupe de travail intergouvernemental multilatéral, comprenant une représentation et une participation égales et inclusives des mouvements sociaux et de la société civile.
- Garder les sociétés transnationales, les lobbyistes et les bras philanthropiques motivés par l'agenda néolibéral à l'écart de ces discussions et espaces, et écouter les peuples !
- Nous appelons les gouvernements à quitter l'OMC, à se tenir du côté des paysan·nes, des travailleur·euses et des peuples autochtones et à créer une alliance de pays progressistes pour faire avancer la Souveraineté Alimentaire et les Droits des Paysan·nes.
- Nous appelons à la mise en œuvre d'une Véritable Réforme Agricole et de politiques nationales qui

promeuvent le droit à la terre et une transition intégrale et bien coordonnée vers des pratiques paysannes de production agroécologique.

- Nous appelons les gouvernements à créer des stocks publics alimentaires, achetés auprès des paysan·nes et des petit·es producteur·trices d'aliments à un prix de soutien juste, légalement garanti et viable pour les producteur·trices.
- Apporter une législation anti-dumping solide, ce qui est nécessaire pour empêcher les exportateurs de détruire les marchés locaux.
- Interdire l'utilisation de l'agriculture pour produire du biocarburant. La nourriture devrait être une priorité absolue par rapport au carburant.

Nous avons énuméré les éléments constitutifs d'une alternative que nous recherchons de toute urgence pour notre monde, et cela ne peut pas attendre. Nous ne pouvons pas attendre que l'OMC se réforme et apporte tous ces changements, en raison de ses contradictions inhérentes et de ses apparents conflits d'intérêts.

Une condition préalable essentielle pour que ces changements s'enracinent serait la mise en œuvre urgente des articles de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Paysan·nes et Autres Personnes Travaillant dans les Zones Rurales (UNDROP).

Ce mois-ci marque également la 50ème session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies (CDHNU). Lors de cette session, La Via Campesina met en avant des demandes concrètes pour faire de l'UNDROP une réalité vécue pour nos communautés.

La mise en œuvre de l'UNDROP est en cours dans de nombreuses régions et pays à travers des politiques publiques, des formations, de nouvelles jurisprudences basées sur l'UNDROP, et différents types d'actions dans la vie quotidienne des communautés rurales. La mise en œuvre doit également passer par l'intégration et le suivi au niveau international. A cet égard, notre mouvement plaide pour la création d'une procédure spéciale sur l'UNDROP. Cette procédure spéciale permettra une mise en œuvre efficace, en particulier de l'intégration et le suivi de l'UNDROP au niveau mondial. Lors de la 50ème session du CDHNU, nous avons fait un pas en avant vers cet objectif. Les délégué·es de La Via Campesina ont plaidé sans relâche auprès des États Membres et d'autres organes des Nations Unies à Genève. Nous poursuivrons notre travail et fixerons le calendrier pour la mise en place de cette procédure spéciale sur l'UNDROP lors de la session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies prévue en mars 2023. Nous appelons nos membres à établir un dialogue avec leurs gouvernements nationaux et à les convaincre d'envoyer un signal clair à leurs Missions à Genève en faveur d'une procédure spéciale sur l'UNDROP.

Nous avons également progressé sur de nombreux fronts. Les membres de La Via Campesina du monde entier ont amené l'UNDROP plus près de nos bases, à niveau national ainsi que local, avec des actions directes, des formations et la création de documents populaires de l'UNDROP. Nous poursuivrons nos efforts pour traduire ces documents populaires de l'UNDROP dans nos langues locales afin de comprendre et d'accroître l'appropriation de ce dispositif essentiel pour nos luttes. Nous appelons nos membres, détenteur·trices de droits dans les zones rurales, et nos allié·es à continuer à sensibiliser et à utiliser l'UNDROP comme un outil dans leurs combats quotidiens.

**LES DROITS DES PAYSAN·NES, MAINTENANT !  
SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE, MAINTENANT !  
GLOBALISONS LA LUTTE, GLOBALISONS L'ESPOIR !**

**#LVC30Ans #PasDeFuturSansSouverainetéAlimentaire**

<https://focusweb.org/big-pharma-and-big-tech-win-at-the-wto-mc12-fails-the-global-south/>

## **ANNEXE I : LES GRANDES ENTREPRISES PHARMACEUTIQUES ET TECHNOLOGIQUES RÉCOMPENSÉES PAR L'OMC — #CM12 DÉLAISSE LE SUD**

22 JUIN 2022 | DÉCLARATION : FOCUS ON THE GLOBAL SOUTH  
(WWW.FOCUSWEB.ORG)

Le résultat de la 12e Conférence Ministérielle (CM12) de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) est une grande victoire pour les pays riches, mais une défaite écrasante pour le Sud. Les pays en développement ont subi de lourdes pertes dans plusieurs domaines de négociation, tandis que des questions d'une importance cruciale - notamment face à la pandémie persistante de COVID, à l'accélération du changement climatique et aux crises alimentaire et économique imminentes - ont une fois de plus été ignorées et mises de côté. Suite au non-respect flagrant des procédures de l'OMC, des projets de textes convenus dans des "salles vertes" exclusives ont été adoptés à la hâte aux premières heures du 17 juin, sans que toutes les délégations de l'OMC aient eu le temps de les étudier. Les processus de négociation et de prise de décision biaisés en faveur des pays riches sont un problème persistant des conférences ministérielles de l'OMC. Mais ils ont atteint un nouveau record lors de la 12ème Conférence ministérielle, avec la pression démesurée exercée par la Directrice générale (DG) de l'OMC et les pays riches pour obtenir un semblant de succès d'une institution défailante.

### **Pas de dérogation aux règles des ADPIC**

Le texte adopté le 17 juin n'est pas une dérogation aux règles des ADPIC mais a pour but d'accroître l'accès aux vaccins et aux outils médicaux COVID. Malgré le soutien mondial en faveur d'une dérogation complète aux ADPIC de la part de plus de cent pays, de milliers d'organisations de la société civile (OSC) et de syndicats de travailleur·euses de la santé, l'OMC a honteusement saboté la possibilité de sauver des millions de vies dans le monde en développement et d'accélérer la fin de la pandémie. Agissant au nom de l'industrie pharmaceutique et des pays riches, la DG et le Secrétariat de l'OMC ont poussé un texte qui ne contient que quelques clarifications et permet une exemption limitée à cinq ans pour l'utilisation de licences obligatoires pour l'exportation des seuls vaccins COVID-19 homologués. Ces clarifications ne font que réaffirmer les flexibilités existantes dans l'accord sur les ADPIC et n'apportent aucun nouvel avantage aux pays en développement.

### **Suppression des subventions à la pêche**

Le texte de l'accord de pêche constitue un revers important pour les pays en développement. Alors que le mandat de négociation reconnaît un traitement spécial et différencié pour les pays en développement et les pays les moins avancés, ce principe a été réduit à une exemption d'actions de deux ans. Cette période de grâce très courte signifie que les subventions accordées par les pays en développement, y compris celles destinées aux pêcheur·euses artisanaux·ales et à petite échelle, seraient soumises aux règles de l'OMC. L'accord contient également une échappatoire qui permettrait aux États de continuer à accorder des subventions si ces mesures sont mises en œuvre pour reconstituer les stocks de poissons à un niveau durable. Cette échappatoire favorise les pays membres industrialisés, tels que l'Union Européenne, le Japon et les États-Unis, qui disposent des ressources nécessaires et qui ont pu développer les infrastructures et les systèmes de leur industrie

grâce à des programmes de subventions à long terme. Il est important de noter que l'accord sur la pêche applique les disciplines de l'OMC dans des domaines de gouvernance où l'organisation n'a ni expertise institutionnelle, ni autorité légitime.

### **Sécurité alimentaire, agriculture et stockage public**

La Déclaration sur la Réponse d'Urgence à l'Insécurité Alimentaire ne propose rien pour s'attaquer aux causes structurelles et systémiques de la faim et de la malnutrition ; au contraire, elle engage les membres à poursuivre la libéralisation du commerce des produits alimentaires et agricoles sur les marchés mondiaux et à adhérer aux disciplines de l'OMC. Le préambule de la déclaration exprime une "préoccupation" quant aux effets de la volatilité excessive des prix des produits alimentaires et agricoles, des contraintes budgétaires et de la détérioration des termes de l'échange sur la sécurité alimentaire, mais poursuit en exprimant une "détermination" à progresser vers un système agricole équitable et axé sur le marché.

Un système de commerce agricole orienté vers le marché peut difficilement être équitable lorsque les producteurs des pays riches et des pays pauvres vivent dans des conditions très inégales et lorsque les termes de l'échange sont faussés au détriment des petites producteur·trices alimentaires des pays en développement par les règles de l'OMC qui limitent leur accès aux infrastructures, au soutien et aux services publics essentiels. Le point 10 de la Déclaration reconnaît l'importance des stocks alimentaires nationaux, mais les décisions concernant les programmes de stockage public et les marchés publics, qui sont indispensables aux pays en développement, ont été repoussées une fois de plus à la prochaine conférence ministérielle.

De même, la déclaration sur la réponse de l'OMC à la pandémie COVID-19 et la préparation aux pandémies futures se concentre sur le maintien du bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales par le biais de l'accord de facilitation des échanges de l'OMC, et sur le respect des règles de l'OMC dans les accords sur les services, l'agriculture et les ADPIC. Malgré le verbiage sur la santé publique et la communauté scientifique, la déclaration n'offre aucune décision sur l'annulation de la protection des droits de propriété intellectuelle sur les produits, les processus de production et les services, et sur le transfert de technologie qui sont cruciaux pour la construction de systèmes de santé publique robustes et la prévention des pandémies dans les pays en développement.

### **Moratoire sur les droits de douane sur le commerce électronique**

La prolongation du moratoire sur les droits de douane sur le commerce électronique est une nouvelle victoire pour les pays riches et les grandes entreprises technologiques. Les pays en développement ont déjà perdu des milliards de recettes fiscales depuis 1998 et une nouvelle prolongation garantit qu'ils continueront d'être confinés dans les oubliettes de l'industrialisation numérique.

### **L'impossibilité de réformer l'OMC**

Les questions essentielles de la réforme qui sont prioritaires pour les pays en développement, à savoir rendre opérationnel le Traitement spécial et différencié et le fonctionnement du système de règlement des différends, ont été mises de côté et reportées une fois de plus. La référence aux réformes de l'OMC est un cas évident de double discours, dans lequel les demandes des pays développés négligent le multilatéralisme et légitiment les clubs plurilatéraux.

Les OSC et les mouvements sociaux ont fait part de leurs inquiétudes concernant les nouveaux mécanismes qui renforceront le contrôle des entreprises sur les processus de l'OMC, les initiatives de déclaration conjointe (JSI) qui sapent l'accord de Marrakech et la base multilatérale de l'OMC, et ce qui est déjà un abus inacceptable de l'organisation dans des domaines tels que la santé, l'alimentation, le genre, l'environnement et la durabilité. Les clauses discutées dans le cadre du e-commerce ont des

implications pour les systèmes de données qui empiètent sur l'espace politique national et la souveraineté des pays en développement.

### **Conclusion**

Une question qui mérite une réflexion plus approfondie est de savoir pourquoi les pays en développement n'ont pas défendu les priorités de leurs peuples à un moment où les crises ne cessent de s'aggraver. On peut trouver des indices à ce sujet dans la culture institutionnelle pernicieuse qui caractérise l'OMC depuis sa création en 1995. Les pratiques des pays puissants qui ont recours au chantage, à l'exclusion par le biais des processus de la "salle verte", à la cooptation et à la chasse aux forums tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'OMC sont désormais bien ancrées dans son histoire mouvementée et ont été démontrées une fois de plus lors de la 12e Conférence Ministérielle. Cette approche consistant à faire passer les accords à tout prix, dont a fait preuve l'actuelle DG de l'OMC, n'est pas de nature à garantir la protection des intérêts des pays en développement à l'avenir. Le sentiment d'unité du Sud au sein de l'OMC a été progressivement affaibli par un agenda de plus en plus fragmenté, sans aucune considération pour les principes fondamentaux et les règles - en particulier le Traitement spécial et différencié. Le manque d'unité et l'effondrement des coalitions du Sud telles que le Groupe des 33, les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), le Groupe africain, le G-90 et le G-20 ont été des facteurs importants qui ont abouti aux mauvais résultats de la CM12. Lors de sa nomination par consensus en 2021, la directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala était censée promouvoir et protéger les intérêts du Sud. Au lieu de cela, elle est devenue le fer de lance d'un effort visant à les embobiner pour prendre des décisions en faveur du Nord.

L'une des plus grandes tragédies du CM12 est qu'une institution défailante qui était à bout de souffle a été ressuscitée comme instrument d'une forme plus perfectionnée et plus dangereuse du néolibéralisme. Malgré cette conséquence négative, nous allons redoubler d'efforts avec nos alliés du monde entier pour surveiller les impacts des dangereux accords de l'OMC et intensifier notre campagne appelant les pays en développement à rechercher des voies de coopération économique et commerciale en dehors du dogme néolibéral du libre-échange de l'OMC. Plus que jamais, nous devons élever notre voix collective pour exiger le démantèlement de l'Organisation Mondiale du Commerce.

## **ANNEXE III : INTERVENTION DE WALDEN BELLO LORS DE LA REUNION DU 27 JUIN 2022 SUR LES RESULTATS DE LA CM-12 DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

Nous remercions Shalmali Guttal et Focus on the Global South d'avoir organisé cet événement. Et merci à tous les intervenant·es d'avoir accepté de partager leur point de vue sur la Conférence ministérielle de l'OMC qui vient de se terminer à Genève.

Permettez-moi de faire quelques remarques concernant les résultats de cette réunion.

Tout d'abord, il s'agit d'une défaite stratégique pour le Sud. Il s'agit d'un énorme recul à deux égards. Premièrement, la décision sur la dérogation ADPIC, qui n'était pas une dérogation du tout, a des implications qui vont au-delà de Covid 19. Elle crée un précédent que le Nord invoquera pour faire face aux futures pandémies. Ils diront : "Hé, nous avons décidé au CM 12 que vous n'avez pas besoin d'une dérogation, qu'il y a suffisamment de "flexibilités" dans l'ADPIC pour faire face aux imprévus". Ainsi, les politiques visant à promouvoir la santé publique et à sauver des vies dans les pays du Sud seront de plus en plus difficiles à mettre en œuvre.

Deuxièmement, au-delà des décisions spécifiques, l'obtention d'un "consensus" sur la non-renonciation aux ADPIC a donné un coup de fouet à une organisation qui était à bout de souffle. Avant la CM 12, l'OMC était dans un état de paralysie. Elle n'était pas parvenue à un consensus sur quoi que ce soit depuis 20 ans. La dernière fois qu'elle s'en est approchée, c'était en décembre 2013, lorsqu'un accord sur la facilitation des échanges commerciaux semblait avoir été conclu au sommet de Bali. Cependant, quelques mois plus tard, l'Inde a retiré son accord provisoire parce qu'elle voulait une solution permanente à la question du stockage des denrées alimentaires, faisant ainsi capoter l'accord de Bali.

Au moment de la douzième Conférence ministérielle, l'OMC était à une conférence près de la paralysie permanente. Le "Consensus CM 12" sur la non dérogation l'a sauvée de cette situation. Les gouvernements de l'hémisphère Nord vantent maintenant les mérites de l'accord comme une preuve que l'OMC n'est plus paralysée, qu'on peut à nouveau compter sur elle pour être un agent de libéralisation du commerce.

Le compte-rendu des événements qui ont précédé la réunion ministérielle et de la réunion ministérielle elle-même soulignent que la directrice générale (DG) et ses proches collaborateur·trices, ainsi que les représentant·es des pays riches, ont exercé des pressions pour que les gouvernements du Sud approuvent des textes déséquilibrés. Apparemment, la principale menace brandie par la DG était que si la réunion ministérielle ne parvenait pas à une décision consensuelle et que l'OMC semblait dans une paralysie permanente, les gouvernements des pays en développement en porteraient la responsabilité.

Les gouvernements des pays en développement étaient sur le point de se libérer des contraintes qui pesaient sur leur marge de manœuvre en matière de développement, mais ils ont hésité à faire le saut final et ont accepté une déclaration qui allait totalement à l'encontre de leurs intérêts.

J'ai le sentiment que le résultat de la réunion ministérielle a révélé la véritable raison pour laquelle la Directrice générale a été proposée comme candidate au poste en 2020. En tant qu'ancienne directrice



générale de la Banque mondiale et ancienne ministre des finances du Nigeria, elle était la candidate idéale pour "sauver" l'OMC en tant qu'agent de la libéralisation du commerce après la démission de Roberto Azevedo en tant que DG. Ce sont principalement les gouvernements du Nord qui l'ont fait venir, et les gouvernements du Sud ont été persuadés qu'elle était un bon choix car, à l'époque, les États-Unis, sous la direction de Trump, attendaient un candidat de Corée du Sud qui, selon Washington, serait plus favorable à leurs intérêts. Au cours des deux dernières années, la raison pour laquelle elle a été nommée est devenue plus claire : il s'agissait de discipliner les gouvernements du Sud et de sauver cette agence en tant que promoteur des intérêts des pays riches.

Si vous voulez mon avis, la DG a montré qu'elle était incompatible avec les intérêts du Sud et qu'il faudrait lui demander de démissionner.

Pour finir, permettez-moi de dire quelques mots sur le rôle des États-Unis à l'OMC, car cela a été une source de confusion.

Depuis l'échec de la réunion ministérielle de Cancún en 2003, les États-Unis dépendent de moins en moins de l'OMC en tant qu'agent de libéralisation du commerce et deviennent de plus en plus unilatéraux dans leurs initiatives commerciales. En 2016, l'administration Obama a précipité la Cour d'appel de l'OMC, pièce maîtresse du mécanisme de règlement des différends (MRD), dans la paralysie en évinçant un juge coréen que Washington estimait être biaisé contre ses intérêts dans les jugements qu'il a rendus dans quatre décisions clés. L'administration Trump a poursuivi la stratégie de veto de Washington sur les magistrats, de sorte qu'en décembre 2019, avec un seul juge en fonction, la Cour d'appel était dysfonctionnelle. Cela signifie que le Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC n'avait plus de mordant.

Depuis que l'administration Biden est arrivée au pouvoir en 2021, elle n'a pas mis fin à la politique de veto de Trump sur les juges.

Pourquoi les États-Unis sont-ils devenus si ambivalents à l'égard de l'OMC ? Il y a deux raisons essentielles à cela. Premièrement, contrairement à ce qu'ils avaient initialement espéré après la fondation de l'OMC, ils ont estimé qu'ils n'avaient rien gagné de significatif en étant membres d'une organisation où le Sud mondial s'organisait de plus en plus efficacement pour protéger ses intérêts. Deuxièmement, Washington a estimé que le pays qui avait le plus profité de l'adhésion à l'OMC était la Chine, pour qui l'adhésion était déterminante pour accéder aux marchés.

Que signifie tout cela ? Je pense qu'avec la confirmation par l'administration Biden de la définition de la Chine par Trump en tant que rival stratégique de Washington, l'OMC deviendra de plus en plus une arène où se jouera la "nouvelle guerre froide" entre Pékin et Washington. Une preuve de l'approche agressive de Washington a été la volonté de la représentante américaine au commerce Katherine Tai (selon les rapports) de mentionner explicitement la Chine comme un pays à qui il faut interdire d'exploiter les "flexibilités" de l'ADPIC dans la décision ministérielle. Plus largement, la secrétaire au Trésor Janet Yellen a indiqué que la politique commerciale américaine s'oriente vers ce qu'on appelle le "friendshoring" dans ses politiques commerciales et autres politiques économiques internationales, c'est-à-dire favoriser les pays qui combinent des politiques économiques néolibérales avec des politiques intérieures "pro-démocratiques".

Quoi qu'il en soit, le Sud doit se préparer à cette offensive de Washington visant à politiser les relations commerciales mondiales dans le cadre de sa concurrence avec la Chine et à tirer parti de cette concurrence pour promouvoir ses intérêts.

En conclusion, permettez-moi simplement de dire que la CM-12 a prouvé une fois de plus ce que nous disons depuis longtemps au sein de la société civile : l'OMC est contraire aux intérêts des pays en développement. Il n'y a rien à gagner à y jouer un "rôle positif". L'agenda des pays en développement devrait plutôt chercher à l'empêcher de fonctionner en tant qu'organe commercial mondial et à participer à la dégradation de sa crédibilité en tant qu'institution.

Merci.